

Mes années UNEF-RENOUVEAU à Toulouse

**Je m'présente, je m'appelle...
(non, pas Albert mais Jean-Pierre P.)**

Après le bac obtenu en juillet 68 (comme tout le monde ou presque cette année-là), attiré par le droit, je me suis inscrit à la très conservatrice Fac de Droit de Toulouse qui va vite devenir Université des Sciences Sociales avec la réforme Edgar Faure promulguée le 12 novembre 1968 ; c'est aujourd'hui, l'Université du Capitole. J'entame une licence en droit en octobre et l'année suivante je m'inscris aussi au Mirail (ex Fac de Lettres devenue Université de Toulouse Le Mirail), haut-lieu du gauchisme, université longtemps stigmatisée pour cela... Aujourd'hui, c'est l'Université Jean Jaurès.

J'arrive donc à Toulouse dans le climat post-soixante-huitard de l'automne, en même temps que beaucoup de jeunes d'origine populaire, découvrant un univers différent de mon petit lycée de campagne. J'adhère à l'UNEF - Renouveau en 1970, et dans la foulée ce sera l'UEC (Union des Etudiants Communistes) puis le PCF en 73.

J'ai pu obtenir – malgré le militantisme très chronophage -- une licence en droit public et une en lettres (Espagnol – Histoire), puis, recyclage audacieux, en 1975, j'ai réussi les épreuves du CAPES en Sciences économiques et sociales. Après trois ans de « pionicat », la carrière de prof de Lycée s'ouvre à moi.

Vous avez dit Renouveau ?...

Adhésion et militantisme à l'UNEF-RENOUVEAU

Saisi par le militantisme syndical, suite sans doute à la lecture d'un tract ou à l'issue d'une réunion, j'ai rejoint les rangs de l'UNEF-Renouveau naissante à l'Université des Sciences Sociales, dans le courant de l'année scolaire 1969-1970, et je suis pris dans la spirale de la vie militante.

Au niveau national, la vieille UNEF tenue par les étudiants du PSU va bientôt éclater après le congrès d'Orléans en mars 1970. En effet, successivement, après les trotskistes frankistes (JCR et Comités Rouges), les étudiants du PSU, et les maoïstes (HR) quittent la maison

UNEF, obnubilés par la recherche d'une implantation ouvrière qui leur manque et avec comme objectif affiché, la création d'un mouvement politique de masse pour refaire mai 68 et enfin la révolution (« ce n'est qu'un début, continuons le combat »). Aussitôt, le courant trotskiste lambertiste (AER/AJS/OCI) va disputer aux militants de l'UEC la direction de ce qui reste de l'organisation... Il y a un autre enjeu, pas négligeable, celui de contrôler un certain patrimoine immobilier, comme à Toulouse le local de l'AGET et un petit Resto U, le « Clos Normand », co-géré avec le CROUS (Œuvres Universitaires).



[Présentation du resto-U dans le guide 1982-83 de l'Aget-Unef]

La justice est saisie (bien que bourgeoise), elle se borne à constater (quand ?) que « de fait, l'UNEF n'existe plus » (Le Monde). Alors, il va y en avoir 2 : d'un côté, l'UNEF-Unité Syndicale créée par l'AJS avec le soutien de FO et de la FEN, et de l'autre, l'UNEF-Renouveau lancée par la tendance animée par l'UEC qui avait mis en place dès janvier 1969 les premiers comités UNEF - Renouveau avec des étudiants de gauche -- dont des jeunes socialistes (PS) des jeunes conventionnels (Convention des Institutions Républicaines) et des membres de la JEC.

Alors, à la demande de la direction nationale, nous recréons dans les formes légales des comités UNEF dans chaque UER et chaque Université pour gagner la bataille juridique de la « marque » UNEF, ce qui va susciter les sarcasmes des mouvements gauchistes. En mars 1971, se tient à Paris (à la Sorbonne) le congrès du renouveau [59^{ème} de l'UNEF] qui élit



Photo et note d'Alain Miranda :
« Voici une photo de Jean Pierre au 59^{ème} congrès du Renouveau à la Mutualité.

Pour la petite histoire, nous avons fait une petite blague à nos camarades parisiens chargés de l'orga du congrès. Jean Pierre avait barbe, casquette et tenue cubaine et nous l'avions fait monter à la tribune en indiquant qu'il

Guy Konopnicki comme président. Notre UNEF est alors reconnue par la CGT et toutes les organisations proches du PCF.

Avec le mot d'ordre rassembleur d'une « Université démocratique », la détermination et le travail de terrain vont finir par payer puisque par la suite l'UNEF-Renouveau va pouvoir prendre la direction de la FRUF en 1969 (organisation sœur dans les résidences universitaires) et l'UGE en 1970 (Union des Grandes Ecoles, c'est l'UNEF dans les grandes écoles et les écoles d'ingénieurs, nombreuses à Toulouse).

Il y a aussi le cas de la MNEF, la fameuse Sécurité sociale étudiante, contrôlée un temps par les « gauchistes » du PSU et qui va aussi faire l'objet d'une bagarre car elle dispose de moyens matériels et humains et de structures médicales. En 1972, ce sont des étudiants du PS qui en prennent le contrôle, l'UNEF - Renouveau ne jouant dans cette structure qu'un rôle marginal, avec une présence au BN en 1973-1975).

Il ne reste plus qu'à relancer l'UNEF, rénovée, pour en faire une CGT en milieu étudiant...

L'activité de l'UNEF- RENOUVEAU : « Il faut impulser »

Vers une CGT étudiante ?

Dès le début, l'UNEF-Renouveau avec le soutien logistique de l'UEC et du PCF va mettre en place une organisation calquée sur l'ex UNEF avec des comités dans toutes les universités, décentralisés par niveau ou par disciplines, et regroupés en Associations Générales dans chaque ville universitaire. A Toulouse, ce sera plus facile car l'Association Générale des Etudiants de Toulouse existe, déjà contrôlée « physiquement » par nos camarades après le départ du dernier bureau tenu par les ESU. Les artisans du « Renouveau » élisent un président non communiste, nommé Cazes, mais l'UEC est majoritaire au bureau de l'AGET.

Le début des années 70 ce sont des années « chaudes » sur le plan social et le monde étudiant n'y échappe pas car toutes les nuances de la gauche et de l'extrême gauche sont présentes et actives (qui n'a pas été révolutionnaire à 20 ans ?)

L'essentiel de l'activité de l'UNEF – Renouveau porte sur les problèmes matériels des étudiants : amphis, salles de cours et bibliothèques surchargés, prix du ticket de Resto U, nombre de chambres insuffisant en Cités U, équipements sportifs faibles, insuffisance des bourses... De nombreux tracts sont distribués devant les Resto U et aux entrées des Facs. La solidarité internationale n'est pas oubliée avec deux principaux objets : la répression en Espagne franquiste avec ses procès politiques et ses exécutions, la longue guerre du Vietnam aussi et ses horreurs. Des défilés anti-franquistes et anti-américains puissants sont régulièrement organisés dans les rues de Toulouse, réunissant tous les mouvements progressistes et anti-impérialistes avec chacun ses slogans, les gauchistes, très bruyants, toujours derrière, tenus à distance selon le cas par le SO de la CGT ou du PCF. Et, bien sûr, le 1er mai aussi des défilés importants traversent Toulouse finissant toujours avec l'Inter...

Pour faire avancer les revendications étudiantes, dès le départ, il avait été décidé avec la mise en œuvre de la loi Edgar Faure, de présenter des candidats aux élections des délégués étudiants aux Conseils d'UER comme prévu par la loi qui réorganise en profondeur l'Université, remplaçant les vieilles facultés aux mains des « mandarins ». Mais en Droit- Sciences éco, le

changement sera limité, le président de l'Université des Sciences sociales Marty remplacera le doyen de la Fac de Droit sortant... Marty.

Pour ma part, je suis élu en 1970 au conseil d'UER Droit 1er cycle avec 2 autres camarades (L. Guerby et J-F. Subercaze) puis au Conseil de l'Université des Sciences Sociales où nous serons d'abord 4 avec un élu au moins en Sciences éco (Y. Treilles) et bientôt 6 ... L'année suivante, je suis élu au Conseil d'UER 2e cycle, avec A. Miranda ... Cette participation constitue un gros point de friction avec les mouvements gauchistes qui dénonçaient tous la « participation bidon » et la « gestion de la pénurie ». Ce fut quand même un champ de revendication sinon de luttes qui nous a permis, en tant qu'unique organisation syndicale étudiante de gauche présente, d'avoir de nombreux élus un peu partout ; ceux-ci étant légitimes pour s'adresser aux étudiants, dénoncer la politique universitaire des gouvernements successifs de Pompidou puis Giscard et faire sérieux par rapport à l'agitation gauchiste.



Toutefois sur le plan pratique et immédiat, en Droit, nous étions minoritaires. Je me rappelle juste ou trois séances du Conseil de l'Université des Sciences Sociales : une, où il a été impossible de dégager une majorité pour donner un vrai nom à l'Université (quant à nous, audacieux, nous proposons Jean Jaurès... !) et une autre fois, nous votâmes contre l'interdiction de la « propagande politique » dans l'enceinte de l'Université, interdiction proposée par le Président, ce qui fut approuvé évidemment par une très large majorité « apolitique » regroupant les profs, les élus FNEF et autre formations se disant politiquement neutres... Une autre,

enfin où le Président proposa l'admission de personnalités extérieures, les élus UNEF-Renouveau étions contre car cela supposait l'arrivée franche d'intérêts privés, du monde des affaires à la barre des facs, on nous rassura en disant que ces personnalités ne chercheraient pas à se faire da la pub et resteraient neutres, mais le vrai problème était l'arrivée de tenants du « kapital » et du libéralisme, là-dessus les « gauchistes » avaient raison ; nous allions co-gérer l'Université avec le patronat et devoir avaliser toutes les formations « professionnalisantes » demandées par les patrons.

Pourtant, en interne, du haut de leur chaire et vêtus de leur robe, les profs faisaient de la politique sans prendre des pincettes, je me rappelle Pallard, à la fin de son cours annuel de droit commercial nous disant : « j'espère qu'à l'issue de ces conférences vous aurez acquis plus de sympathie pour le monde du commerce et des affaires » et pire, Montané de La Roque dans le Grand Amphi de la rue Lautman lançant : « non mais, franchement, vous vous voyez tous pareils ? » pour régler son compte au communisme. En avril 1969, le même, répondant à un étudiant qui lui demande d'expliquer son article paru dans la *Dépêche du Midi* et opposé au référendum du général de Gaulle : « si un étudiant en droit constitutionnel n'a pas compris, alors qu'en sera-t-il du lecteur moyen de ce journal ?

En mars 1972, a lieu le Congrès National suivant, à Paris (60^{ème} congrès à la Mutualité), j'y participe avec enthousiasme. Nous y acclamons notamment le représentant de la GUPS (Union Générale des Étudiants Palestiniens) même lorsqu'il réaffirme (en anglais) sa volonté de « détruire l'Etat d'Israël ». Le soir, nous chantons ou nous apprenons des hymnes révolutionnaires avec l'Internationale en premier bien sûr, puis La Jeune garde et des chants bolcheviks en VF...

A l'Université des Sciences Sociales, encore très « réac », les débuts sont difficiles pour une organisation suspectée d'être krypto-communiste, vu la prééminence ancienne de la « Corpo » affiliée à la FET- FNEF ; toutefois, l'activité « syndicale » de celle-ci se borne à vendre des polycopés et organiser des booms. Peu à peu les militants du Renouveau se font connaître par des prises de parole et des distributions de tracts et vont bénéficier de l'entrée en masse des étudiants issus de couches sociales populaires perceptible

notamment après le bac 68. Il y a parmi eux beaucoup d'étudiants boursiers ou salariés. Conséquence du « baby – boom », l'université s'ouvre et se massifie, grâce à notre action elle se démocratise aussi un peu. La signature en 1972 du Programme Commun de Gouvernement de la gauche va aussi aider à notre développement, chaque année nous gagnons des voix et des élus.

Les militants de l'UEC le répétaient souvent : « il faut prendre les gens à leur niveau de conscience », ça se tient, donc nous nous adressons à tous les étudiants. Alors, tout est bon au départ pour les accrocher (même des polycopés mal imprimés, des horaires de cours qui se chevauchent ou un prof absent sans prévenir), pour prendre la parole, distribuer un tract, lancer une pétition ou appeler à une manif contre les réformes du pouvoir (mais là avec les comités UNEF des autres Universités). Premier but, faire des adhésions, ensuite isoler la Corpo qui se contente de vendre des polycopés et enfin dénoncer les « aventuristes » gauchistes. Le mot d'ordre principal étant « pour une université démocratique ». La gestion du Resto U « le Clos Normand » et une coopérative créée pour vendre des produits en direction des étudiants sont aussi des gages de sérieux.

L'UNEF – Renouveau participe aux élections pour les Conseils d'UER, obtient des élus et acquiert donc le droit de s'exprimer en tant que syndicat dans l'enceinte de l'Université. C'était quasiment impossible du temps de la Fac de droit (avant 68) vu la présence de nombreux groupes d'extrême droite à qui la direction de la fac avait délégué (de fait) la tâche de faire respecter l'ordre ; dans les cas graves, le doyen devenu président pouvait appeler les forces de l'ordre. Chez les profs de droit, au-delà du cercle habituel des libéraux traditionnels, il y a des sympathisants de l'extrême droite (comme Montané de La Roque) même des anciens pétainistes (comme Ourliac). En 1968-69 et en 1969-70, le cri favori des « fachos », « les bolchos à Moscou » se fait encore entendre dans l'anonymat des grands amphithéâtres et des tracts étaient encore distribués avec quelques affichettes signés Action Française ou Mouvement Jeune Révolution (l'UNI et le GUD étant peu actifs en public).

Mais l'arrivée de nouveaux étudiants d'origine modeste venus à la Fac pour trouver un métier, notamment dans la

fonction publique (et pas pour faire la fête comme les fils à papa de la Corpo), et la montée concomitante des idées de gauche vont progressivement réduire l'influence des « fachos ». D'ailleurs beaucoup, prudents, se reconvertissent bientôt dans le gaullisme de droite ou le giscardisme.

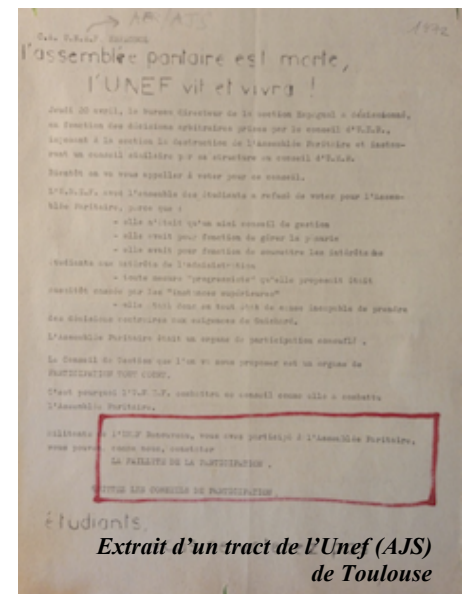
C'est beaucoup plus compliqué en Lettres (Université du Mirail ou UTM)) pour l'UEC et l'UNEF – Renouveau car en Lettres et Sciences humaines les mouvements gauchistes, fiers acteurs et héritiers de mai 68, sont très influents (toutes obédiences confondues). Certains départements comme philo, socio, psycho ou géographie sont des réservoirs de militants. Du côté de ces groupes, il y a une véritable haine à notre égard (nous sommes des « révisos », « collabos », des « réformistes stalinien », des « stals » ou des « contre-révolutionnaires »,...) et nous le leur rendons bien en les traitant de « gauchos », « provocateurs », « flics », « aventuristes » et autres « petits bourgeois », « agents du pouvoir »...

Les militants gauchistes avec leurs comités d'action, devenus comités de lutte, organisent à tout propos dans l'enceinte du Mirail des AG, ils sont passés maîtres dans la manipulation de ces réunions ; sinon, ce sont des meetings tenus très souvent au célèbre Palais des Sports. Je me souviens d'une pub pour un meeting de Rouge/la Ligue communiste, peinte en grades lettres sur un mur de l'UTM « Meeting au Palais des Sports/Ligue Communiste (date)/avec Krivine-Bensaïd-Weber », une main facétieuse anonyme avait ajouté « Tous des Auvergnats ». Plutôt rigolo et de bonne guerre ! Aujourd'hui, il y aurait eu une plainte pour injures racistes. A l'époque tous les murs servaient de support pour les slogans politiques.

Au Mirail, les élections des délégués étudiants constituent toujours une aventure et tournent souvent au coup de poing avec comme résultat des urnes renversées ou subtilisées. Sans se décourager les militants du Renouveau – nombreux en histoire et langues -- continuent leur activité et arrivent à obtenir des élus dans les Conseils d'UER et au Conseil d'Université où, avec les élus des syndicats enseignants (SNESUP et SGEN) et non enseignants (CGT, FEN et CFTD) peuvent se constituer des majorités progressistes permettant de combattre

la politique universitaire du gouvernement.

Une particularité de mai 68 avait survécu, à la Section d'Espagnol, et cela mérite quelques lignes. Une Assemblée Paritaire (profs – étudiants) fonctionnait, élue au suffrage universel, elle traitait des problèmes administratifs et pédagogiques de la Section pour le plus grand bénéfice de tous ; je me rappelle y avoir participé car la seule liste étudiante présentée fut en 1969 ou 1970 la nôtre. Mais en 1972, la conjonction entre le refus de toute assemblée élue par les groupes « gauchistes » et l'application brutale des nouveaux statuts de la loi Faure (les Conseils d'UER) fit capoter cette expérience pourtant authentiquement autogestionnaire, l'AP – que nous défendions - fut supprimée... Pourtant, parmi les profs il y avait des républicains espagnols libertaires (ou leurs descendants) qui avaient poussé en 1968 pour créer cette structure...



Paradoxe (apparent seulement) : en Droit, l'UNEF – Renouveau c'est la gauche revendicative et active, et en Lettres, c'est la droite car nous sommes désignés comme partisans de la réforme Faure, contre les AG qui lancent régulièrement des appels à la grève révolutionnaire et donc pour l'ordre. Nous avons un argument convaincant pour combattre le prurit révolutionnaire : « les étudiants boursiers ou salariés ne peuvent pas se payer le luxe de rater les examens » et ça marche.

Parfois des erreurs sont commises selon moi comme à la Cité U Chapou en 1969-70 quand, après des élections avec 3 listes en présence, au sein de l'Association des Résidents (ARC), nous nous allions, non sans débat, avec des éléments « apolitiques » contre les élus de la liste « gauchiste » pour gérer les

activités culturelles de la Cité. Antigauchisme d'abord... ! Notre refus aussi de participer aux grandes manifestations de protestation contre l'assassinat de l'ouvrier militant maoïste P. Overney par un vigile chez Renault (février 1972), a dû nous aliéner des sympathies.

Simple remarque pour finir sur ce point, la CFDT a essayé à cette époque de s'implanter en milieu étudiant en créant et en soutenant le MARC (Mouvement d'Action et de Recherche Critiques) et ce, dès 1968, en espérant concurrencer l'UNEF. Devenu MAS (Mouvement d'Action Syndicale) en 1976 et resté marginal, il rejoindra l'autre UNEF en 1980, ainsi que le le petit COSEF, organisation créée en 1975 par des jeunes socialistes miterrandistes.

Quelques anecdotes personnelles sur cette époque

D'abord un bruit, qui courrait au début dans nos rangs : le PCF aurait financé le lancement du Renouveau, c'est évidemment invérifiable mais tellement vraisemblable et puis, après tout, bien normal.

Par ailleurs, j'ai pu constater par moi-même que les « camarades syndiqués » de l'UNEF (comme les militants de l'UEC appelaient les syndiqués non communistes) constituaient un champ de recrutement « naturel » pour l'UEC d'abord, puis pour le PCF. En 1971, celui-ci publie son programme (« Changer de cap ») qui précède de peu la signature du Programme commun de la gauche en 1972, incontestablement, les idées de gauche montent et l'ambiance des luttes donne envie d'agir et de s'engager plus.

L'agressivité des « gauchistes » à notre égard s'est manifestée plusieurs fois. Je me rappelle notamment le jour où nous tenions un congrès UNEF-Renouveau au niveau toulousain dans les préfabriqués de l'Arsenal, tout d'un coup de nombreux jets de pierre brisèrent les fenêtres du bâtiment, très vite dehors, nous constatâmes que les assaillants étaient loin (mais cela a pu être aussi bien l'œuvre des « fachos »).

Des bagarres « physiques » il y en a eu et je peux me vanter d'en avoir évité une le jour où le président de l'AGET – UNEF à un militant maoïste « flic » qui dans mon souvenir nous avait jeté « révisos », le mao prit mon camarade par le col et cela aurait pu mal tourner si je ne les avais séparés car le chinois était costaud, le bougre.

Plus plaisant, un jour nous étions 3 ou 4 militants de l'UNEF – Renouveau allant manger au Resto U et dans un coin nous voyons un paquet de tracts vite identifiés, que nous mis dans une poubelle proche, c'était la littérature de l'AJS ou de l'autre UNEF, nous allâmes manger contents de nous.

Je me rappelle aussi le militant J-Paul Montferrand nous disant régulièrement au Mirail : « il faut impulser » (les luttes/les revendications). Il deviendra journaliste à *l'Huma*, mais décédera relativement jeune.

Et cet autre militant, une estafilade au visage, lançant, un jour d'élections, debout sur une table au Resto U du Mirail : « nous sommes contre la violence », laissant tomber de son blouson une matraque, déclenchant alors les rires de l'assistance.

Enfin, quelques années plus tard, le congrès national de l'UNEF se tenait à Toulouse (c'était en mai 1976, j'étais alors prof stagiaire) et l'organisation antiraciste dans laquelle je militais (le MRAP) fut invitée, mes amis me demandèrent d'y aller pour représenter cette organisation ; on m'offrit de prendre la parole en son nom, je ne m'y attendais pas et je dus improviser un petit discours, commençant par me présenter comme ancien militant de l'UNEF et finissant par inviter tous les étudiants qui m'écoutaient à devenir des militants antiracistes, intervention qui fut – dans mon souvenir -- fort applaudie, ma foi...

Conclusion très personnelle (presque 50 ans après)

De ces années là, selon moi, quelques points forts ressortent.

On ne peut pas se contenter de dire aujourd'hui « on avait raison » mais peut-être a-t-on dit moins de bêtises que les fameux « gauchistes » dont beaucoup, renonçant au désir de révolution, ont rejoint par la suite le monde des affaires, des médias ou de la politique, et du bon côté... Mais je ne citerai pas de noms, tout le monde en connaît... Et puis, c'est humain quand même, « il n'y a que les imbéciles qui ... » (proverbe bien connu)

Pourtant l'idée de construire une CGT du monde étudiant n'était pas si sottise, et nous avons réussi en partie je crois à la réaliser, même si depuis, de l'eau a coulé.

Ce qui est sûr c'est que l'UNEF – Renouveau a été un fantastique terrain de recrutement de militants et de cadres pour l'UEC et le PCF et après tout, pourquoi pas ? C'est sans doute moins pire que de voir comment le PS miterrandien a capté, utilisé et détruit l'UNEF ainsi que la MNEF avec l'aide (intéressée) des militants de l'OCI qui ont cédé bien facilement à la séduction des « ors de la République ».

Et que dire de ce qui se prétend l'UNEF aujourd'hui ?

Jean-Pierre Palacin – 11 avril 2021 - Payrin-Augmontel

Post-scriptum: une (petite) dernière anecdote

Vers 1971- 1972, notre Unef - Lettres organise une manif revendicative depuis la rue Lautman (anciens locaux de la fac de Lettres) en direction du Rectorat. A un moment, nous démarrons avec une banderole et quelques militants gauchistes nous comptent : "1, 2, 3, etc. jusqu'à ... 120". Je suis le dernier avec mon solex; gonflés nous défilons en ville jusqu'à notre but, en évitant les voitures... Le lendemain, à la Fac des affiches nous montrent, photos à l'appui et avec cette légende, en gros, "sur les trottoirs!". Nous, nous appelions ça une "délégation de masse". Rétrospectivement, on peut dire "pas ridicules" mais "courageux !" **JPP**